

Cycle 2013
Banlieues, villes, territoires

Séminaire 3

Empowerment,
solidarité, mixité:
quelles approches pour
l'égalité des
territoires ?

Coordination scientifique
Thomas Kirszbaum

Judi 26 & vendredi 27 septembre 2013
Comité Interministériel des Villes

Débats et controverses

Jeudi 26 septembre

**Comité interministériel des villes - Auditorium (à gauche en entrant)
Carrefour Pleyel - 5, Rue Pleyel – 93 283 Saint Denis cedex
Métro Carrefour Pleyel (ligne 13)**

La création d'un ministère puis d'un Commissariat général à l'égalité des territoires peut se comprendre comme l'ultime manifestation de la « passion » française pour l'égalité. Mais cette notion d'égalité est profondément équivoque. Les politiques en faveur des quartiers populaires sont ainsi marquées par la tension récurrente entre une inspiration universaliste qui s'accommode mal des différences de situation territoriale et des dispositifs spécifiques qui instituent le traitement différencié des territoires. Depuis trente ans, la politique de la ville a sédimenté trois grandes orientations s'inscrivant chacune dans une problématique d'égalité des territoires : l'égalité par la reconnaissance des habitants et des associations comme acteurs de la transformation sociale et urbaine ; l'égalité par la recherche de l'échelle pertinente de la solidarité, entendue comme un moyen de redistribution entre communes riches et pauvres, mais aussi de facilitation des parcours au sein des agglomérations ; l'égalité des conditions urbaines par la mixité sociale et la banalisation des quartiers populaires. Ces diverses figures de l'égalité sont-elles compatibles ? Comment les agencer concrètement derrière le mot d'ordre de l'égalité des territoires ? L'ambition de ce troisième séminaire est de mettre ces questions en débat en prenant appui sur des exemples concrets, tirés de l'expérience et des connaissances scientifiques.

Accueil

9:15

**Thomas
Kirszbaum**

9:45– 10 :00

**Marjorie Jouen,
Philippe Estèbe**

10 :00 – 12 :00

Introduction

Table ronde : Quelle égalité pour les territoires ?

L'égalité des territoires n'est plus seulement un intitulé ministériel, mais devient une politique publique qui se dote d'une administration : le Commissariat général à l'égalité des territoires. Cette création est-elle véritablement une innovation, et quels raisonnements et hypothèses la sous-tendent ? Peut-on penser la question de l'égalité des territoires autrement que par une approche redistributive ou arithmétique de l'égalité ?

Discussion générale

12 :00 – 12 :45

Déjeuner au self

13 :00 – 14 :15

Table ronde : Vers un « empowerment à la française ?

Pour une réforme radicale de la politique de la ville, ça ne se fera plus sans nous : tel est le titre du rapport remis au ministre délégué à la Ville en juillet 2013. Ses auteurs préconisent une participation des habitants qui aille au-delà de la communication ou de la concertation autour de projets, un débat démocratique qui prenne en compte à la fois les enjeux de pouvoir, les inégalités et la conflictualité. Dans cette perspective de transformation sociale, la participation est envisagée dans ses différentes dynamiques, institutionnelle, d'interpellation et d'initiative.

**Marie-Hélène
Bacqué,
Mohamed
Mechmache**

14 :15–16 :15

Discussion générale

16 :15 – 17 :00

Vendredi 27 septembre
Comité interministériel des villes
Auditorium
Carrefour Pleyel

Accueil
9:30

François Pupponi,
Nicolas Portier

10 :00-12 :00

Table ronde : Quelles solidarités territoriales ?

Depuis plus de trente ans, l'agglomération est présentée comme "l'échelle des solutions" pour les politiques de cohésion urbaine. Une politique de la ville conçue à cette échelle peut-elle activer de nouveaux leviers d'action publique, notamment sur les grands marchés urbains (emploi, mobilité, logement...) et les parcours (scolaires, résidentiels) ? Comment combiner une politique de « traitement sur place » et une politique « de l'accès » ? Quelle solidarité financière et fiscale peut se jouer à l'échelle de l'agglomération ? »

Discussion générale

12 :00 – 12 :45

Déjeuner au self

13 :00 – 14 :00

Renaud Epstein,
Christine Lelévrier

14 :15–16 :15

Table ronde : La rénovation urbaine : quel bilan ? quelles perspectives ?

Après avoir affirmé pendant près de dix ans le « succès incontestable » du Programme national de rénovation urbaine (PNRU), les acteurs et observateurs de cette politique semblent avoir pris la mesure de ses limites, sur le plan institutionnel comme de ses effets paradoxaux en termes de mixité sociale. Ainsi le gouvernement a-t-il annoncé le lancement d'un second PNRU qui se distingue à certains égards du premier (ciblage, gouvernance, place des habitants). Pour autant, a-t-on vraiment tiré les leçons du PNRU ?

Discussion générale

16 :15 – 16 :45

Conclusion de l'édition 2013 du cycle Banlieues Villes Territoires,
Eric Briat, secrétaire général adjoint du Comité interministériel des villes

16:45-17:00

Les intervenants



Thomas Kirszbaum est sociologue, chercheur associé à l'Institut des Sciences sociales du Politique (École normale supérieure de Cachan-CNRS). Ses recherches portent sur les politiques urbaines d'intégration des minorités ethniques étudiées notamment dans le cadre d'une comparaison de la politique de la ville en France et aux États-Unis. Il a notamment publié : *Mixité sociale dans l'habitat. Revue de la littérature dans une perspective comparative* (HALDE, Etudes & Recherches, Paris, La documentation française, 2008), *Rénovation urbaine. Les leçons américaines* (PUF, coll. « La ville en débat », 2009), *La politique de la ville ici et ailleurs : la tentation d'en finir avec une question interminable* (in *Politique de la ville. Perspectives françaises et ouvertures internationales*, Centre d'analyse stratégique, La documentation Française, 2012).



Marjorie Jouen est experte de haut niveau à la Datar. Elle a participé à la commission chargée de travailler sur l'évolution des outils administratifs contribuant à l'égalité des territoires. Elle a occupé divers postes en tant que haut fonctionnaire du ministère des finances et dans les institutions européennes. Elle a notamment été membre du cabinet du Président du Comité des Régions de l'Union européenne, en charge des questions territoriales et sociales, chef du département « Affaires européennes » à la Datar (1998-1999), et chef du bureau « Union européenne et élargissement » à la DG Trésor au ministère de l'économie (2002-2005).



Philippe Estèbe est directeur de l'Ihedeat depuis 2009. Diplômé de Sciences Po Paris et docteur en sciences politiques et en géographie, il est directeur d'études à Acadie depuis 1995 et enseignant à Sciences Po. Il a commencé sa carrière professionnelle comme directeur d'études à Ten (coopérative de conseil). Il a été chargé de mission à la Scic (groupe CDC) de 1991 à 1992, chargé de mission à la délégation interministérielle à la ville, co-rapporteur, avec Jacques Donzelot, de l'évaluation nationale de la politique de la ville (1992-1994), et maître de conférence à l'Université de Toulouse Le Mirail (1995-2005). Publications récentes : Philippe Estèbe, *Gouverner la ville mobile : intercommunalité et démocratie locale*, PUF, 2008 - Philippe Estèbe, Boudreau J-A (dir.), *Les compétences civiles, entre état sécuritaire et état social*, Éd. Saint-martin, 2007.



Marie-Hélène Bacqué est sociologue et urbaniste, professeure à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense, directrice du laboratoire Mosaïques. Ses thèmes de recherche portent notamment sur la transformation urbaine et la démocratie participative. Elle a publié récemment *L'empowerment, une pratique émancipatrice* (en collaboration avec Carole Biewener, La Découverte, 2013). En collaboration avec Mohamed Mechmache, Marie-Hélène Bacqué a remis cet été un rapport sur la participation des habitants au ministre délégué auprès de la ministre de l'Égalité des territoires et du Logement, chargé de la Ville.



Mohamed Mechmache est fondateur et président du collectif AC Le feu, initié en 2005 à Clichy-sous-bois après les émeutes urbaines. Il est co-auteur avec Marie-Hélène Bacqué du rapport intitulé *Pour une réforme radicale de la politique de la ville, ça ne se fera plus sans nous*.



François Pupponi est député-maire de Sarcelles. Il est membre de la commission des affaires économiques. Il est le co-auteur, avec François Goulard, en 2011, d'un rapport d'information sur l'évaluation des aides aux quartiers défavorisés et auteur d'un rapport de la mission « péréquation et politique de la ville » remis au ministre délégué auprès de la ministre de l'Égalité des territoires et du logement, chargé de la Ville au mois de juin 2013.



Nicolas Portier est délégué général de l'Assemblée des Communautés de France (AdCF). Spécialisé dans les questions d'aménagement du territoire et de décentralisation, il a été conseiller à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale de 1997 à 2002 et a travaillé à la direction du développement local de la Caisse des dépôts et consignations avant de prendre ses fonctions actuelles à l'AdCF au début de l'année 2004. Il enseigne à Sciences Po Paris au sein du Master Stratégies territoriales et urbaines et contribue à plusieurs revues spécialisées (Pouvoirs locaux, Intercommunalités, AJDA...).



Renaud Epstein est maître de conférences en sciences politiques à l'université de Nantes et enseignant à Sciences Po. Ses recherches portent sur la gestion publique des territoires, les politiques urbaines et les réformes néo-managériales de l'État. Il a récemment publié : *La rénovation urbaine. Démolition-reconstruction de l'État* (Presses de Sciences Po, 2013), *Anru : mission accomplie ?* (in À quoi sert la rénovation urbaine, PUF, 2012). Il est l'auteur (en collaboration avec Irène Mboumoua) d'un rapport intitulé *Les indicateurs de la politique de la ville : comparaison entre trois pays (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas)*, pour le Centre d'analyse stratégique et le Secrétariat général du Comité interministériel des villes.



Christine Lelévrier est professeure à l'Institut d'urbanisme de Paris (Université Paris Est) après avoir été chargée d'études à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF). Sociologue, elle consacre l'essentiel de ses recherches et enseignements à la sociologie de l'habitat et à la politique de la ville. Dans le prolongement de travaux menés sur les trajectoires d'immigrés (thèse en 2000), la résidentialisation (2004), et la mixité sociale en Europe (2006), elle a conduit deux recherches sur les trajectoires et mobilités des ménages liées aux démolitions de logements sociaux (2007). Dans le prolongement de ces travaux, ses recherches actuelles portent sur les effets sociaux du programme de rénovation urbaine.

Nathalie Leroux

coordination pédagogique

IHEDATE, Maison des Ponts

15, rue de la Fontaine au Roi, 75127 Paris Cedex 11

tél. : 01 44 58 24 40

banlieues.villes@ihedate.org

Michel Didier / Clotilde Serrand

Mission de l'animation territoriale

SG Comité interministériel des villes

5 rue Pleyel, 93283 Saint-Denis cedex

Michel.DIDIER@ville.gouv.fr

clothilde.serrand@ville.gouv.fr

tél. : (01) 49 17 47 35